

Seul le discours prononcé fait foi



LUXEMBOURG

Intervention de S.E. Mme Sylvie Lucas
Ambassadeur, Représentant permanent auprès des Nations Unies

Séance d'information du Conseil de sécurité

**Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les
organisations régionales et sous-régionales aux fins du maintien
de la paix et de la sécurité internationales – Union européenne**

New York, le 13 février 2013



Monsieur le Président,

Je vous remercie pour l'organisation de cette séance d'information. Je joins ma voix à ceux qui m'ont précédée pour souhaiter la bienvenue parmi nous à Madame Catherine Ashton, Haut-Représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, et la remercier de son exposé.

En tant qu'Européenne, je souscris entièrement à la présentation de Madame Ashton. Je voudrais l'assurer du plein appui du Luxembourg, dans le cadre de son mandat au Conseil de sécurité, pour approfondir la coopération entre l'ONU et l'Union européenne au service de la paix et de la sécurité internationales.

En tant que membre fondateur à la fois des Nations Unies et de l'Union européenne, le Luxembourg apprécie les valeurs que nos deux organisations ont en partage : le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, la dignité et la valeur de la personne humaine, l'égalité de droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations, grandes et petites, pour citer la Charte des Nations Unies. L'ONU et l'Union européenne ont un même but : promouvoir la paix. Elles sont toutes les deux des projets de paix, nés du même désir, celui de préserver les générations futures du fléau de la guerre.

Cette troisième présentation de la Haut-Représentante au Conseil, après celles de 2010 et de 2011, montre bien que l'Union européenne continue d'être un partenaire fiable des Nations Unies. Les 27 Etats membres de l'UE contribuent plus d'un tiers du budget ordinaire et du budget des opérations de maintien de la paix de l'ONU. L'Union européenne et les Nations Unies coopèrent de manière étroite au siège et sur le terrain. Le Service européen pour l'action extérieure et le Secrétariat des Nations Unies sont en contact permanent. Les actions conjointes couvrent désormais tout le spectre de la réponse aux crises internationales comprenant notamment la réponse immédiate aux crises, l'action humanitaire, le maintien et la consolidation de la paix et le développement.

Permettez-moi, à l'instar de la Haut-Représentante, de mettre en exergue deux exemples qui illustrent bien la synergie entre les efforts entrepris par l'UE et par l'ONU en Afrique : la Somalie, dans le contexte régional de la Corne de l'Afrique, et le Mali, dans le contexte régional du Sahel.

Depuis 2011, l'UE s'est dotée d'un cadre stratégique pour la Corne de l'Afrique. Ce cadre souligne la nécessité de faire le lien entre la sécurité, la lutte contre la pauvreté et la gouvernance. En Somalie, l'appui considérable de l'UE porte sur ces trois domaines. Depuis son lancement en mars 2007, l'UE et l'ONU soutiennent la Mission de l'Union africaine en Somalie, AMISOM. A ce jour, l'UE a contribué plus de 400 millions d'euros au paiement des salaires des « casques verts » et au fonctionnement du bureau de la mission à Nairobi à travers la Facilité de soutien à la paix pour l'Afrique. La contribution de l'AMISOM à la sécurité de la Somalie est inestimable, et demeure dans l'immédiat essentielle. A moyen terme, il nous reviendra de décider quelle forme prendra l'appui de la communauté internationale à la Somalie afin d'assurer que les forces de sécurité somaliennes, que l'UE soutient à travers une mission de formation, soient en mesure de

prendre en charge la sécurité du pays.

En 2011 également, l'UE s'est donné une stratégie pour la sécurité et le développement au Sahel. Ces derniers mois, l'attention de la communauté internationale s'est concentrée à juste titre sur le Mali, afin de répondre à la crise multi-dimensionnelle qui affecte ce pays. L'UE et l'ONU se sont engagées vigoureusement, sur le plan politique, militaire et financier, pour répondre à une situation qui menace la paix et la sécurité régionales et internationales. Dans les prochains mois, la synergie entre la mission de formation de l'UE au Mali (EUTM Mali) et la mission de stabilisation à mettre en œuvre sous l'égide des Nations Unies sera essentielle. Au-delà de la crise au Mali, il importe maintenant que l'ONU elle aussi développe dans les meilleurs délais une stratégie intégrée pour le Sahel.

L'Union européenne s'engage de même activement au Moyen-Orient. Elle joue ainsi un rôle clef dans les efforts que consacre la communauté internationale à la question du programme nucléaire iranien. Sur ce dossier, l'Europe maintient une attitude de fermeté tout en privilégiant la voie du dialogue et de la diplomatie. C'est pourquoi nous nous réjouissons de l'annonce de la reprise des négociations entre l'Iran et le groupe E3+3, le 26 février prochain à Almaty, après plusieurs mois d'interruption. Comme vous, Madame la Haut-Représentante, nous exprimons le vœu que ces pourparlers donnent lieu à des avancées concrètes en vue d'aboutir à une solution négociée.

En Syrie, la situation sur le terrain se détériore de jour en jour. Un conflit prolongé ne saurait mener qu'à la destruction du pays. Tout effort devra être déployé pour favoriser une issue politique négociée à la crise. En début de semaine, Monsieur al-Khatib a de nouveau appelé les autorités syriennes à donner suite à son initiative de pourparlers qui vise à mettre fin à l'effusion de sang. Nous espérons que le pouvoir à Damas répondra à cette proposition de dialogue formulée par le Président du Conseil national syrien. En attendant, l'UE et l'ONU travaillent la main dans la main pour venir en aide aux populations affectées en Syrie et dans les pays voisins.

J'ajouterai un mot encore sur le processus de paix au Proche-Orient. Nous appuyons bien évidemment les efforts déployés par l'Union européenne en tant que membre du Quatuor, aux côtés des Nations Unies, de la Fédération de Russie et des Etats-Unis, pour aider à une reprise des négociations directes entre Israéliens et Palestiniens. En effet, s'il y a un domaine où une coopération étroite et une implication accrue importent, c'est bien celui-ci. Quand les négociations reprendront, et nous espérons qu'elles pourront reprendre bientôt sur base d'un cadre structuré et de paramètres tels qu'évoqués par la Haut-Représentante, les parties auront besoin d'un accompagnement international approprié et d'un engagement déterminé de tous les acteurs clefs.

Monsieur le Président,

En dernier lieu, permettez-moi de relever un sujet qui nous tient particulièrement à cœur : la protection des enfants en période de conflit armé. Nous avons marqué hier la journée internationale des enfants soldats. Nous saluons le communiqué conjoint publié à cette occasion par Madame Ashton et la Représentante spéciale du Secrétaire général, Madame Leila Zerrougui.

Il y a dix ans déjà, l'UE adoptait des orientations sur les enfants face aux conflits armés. L'UE et ses Etats membres peuvent promouvoir la protection des enfants en période de conflit armé par le dialogue politique, les démarches et la coopération. Le Luxembourg se réjouit particulièrement de l'initiative de l'Union européenne d'affecter l'argent de son Prix Nobel de la paix à des projets consacrés aux enfants victimes de la guerre. Cette initiative permet notamment de redonner espoir à des enfants syriens réfugiés en Iraq et à des enfants déplacés par le conflit dans l'Est de la République démocratique du Congo, en leur donnant accès à l'éducation de base.

Dans ce domaine comme dans d'autres, l'Union européenne et les Nations Unies peuvent faire la différence en travaillant de concert et de façon complémentaire. Soyez assurés du soutien fervent du Luxembourg pour renforcer ce partenariat.

Je vous remercie de votre attention.